

-6-

Le déclin de l'industrie : causes et défis

AYMERIC SEASSAU

L'INDUSTRIE FRANÇAISE AUJOURD'HUI :

En France, la production industrielle représente environ **12 %** du PIB (16 % en moyenne dans la zone euro, et 22 % en Allemagne).

2,8 millions de salariés dans l'industrie manufacturière (11,1 % de l'emploi salarié total)

80 % : C'est le poids de l'industrie dans la R&D privée en France.

51 % des Français estiment que l'industrie est un secteur d'avenir au cœur de l'activité de notre pays (étude YouGov 2017)

1 emploi dans l'industrie = 1,5 emploi indirect et 3 emplois induits (INSEE 2015)

UN DÉCLIN ACCABLANT :

Le poids de l'industrie dans l'ensemble de l'économie a été divisé par deux entre 1970 et 2014

165 emplois industriels perdus chaque jour en moyenne depuis 2001 (Une ville comme Lourdes ou Fontainebleau 'rayée' chaque trimestre pendant 15 ans).

La France importe 60 % de ses produits industriels.

Sur 28 pays de l'Union Européenne, **la France occupe seulement la 24^e place** en part de l'industrie dans le PIB (Devant la Grèce, le Royaume Uni, Malte, Chypre et le Luxembourg).

« **Les causes de ce déclin industriel sont nombreuses.** La primauté donnée à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles, les politiques d'austérité mises en place dernièrement ou la prégnance du dumping social, fiscal et environnemental en sont les principales. » note Sébastien Jumel dans l'enquête sur l'industrie remise à l'assemblée nationale en 2018. Il ajoute : « *La capitalisation boursière détenue par des sociétés non financières est ainsi passée de 29 % à 16 % entre 1996 et 2004 quand la part des sociétés financières domestiques passait de 27 % à 31 % et celle des sociétés étrangères de 25 % à 40 %. À noter qu'en Allemagne, dans la même période, l'évolution a été inverse puisque la part des sociétés non financières est passée de 37 % à 43 % et celle des sociétés financières de 21 % à 15 %.* »

Or, la pression financière exercée sur l'appareil industriel a eu comme conséquence un sous-investissement. Si la France n'est pas un champion à l'export, le déficit commercial s'explique essentiellement par le regain des importations pour répondre à la hausse de la demande intérieure. D'après la fondation Concorde, la France ne produit pas plus de biens manufacturés qu'en 1996, alors que la consommation de ces produits a augmenté de plus de 60 % depuis cette date. Le « made in France » est donc dans l'incapacité de répondre à la hausse de la demande intérieure.

« **La thèse développée depuis trente ans d'une société postindustrielle en devenir, dans laquelle la prospérité de notre pays pourrait se passer d'industrie et ses entreprises se passer d'usines, est infirmée par la réalité. Quel que soit par ailleurs le poids des services dans l'économie, la nécessité de faire évoluer les modes de production et de consommation appelle des réponses industrielles.** » Indique pour sa part Marie-Claire Cailletaud dans un rapport remis au CESE en mars 2018.

Le **mythe de la société postindustrielle** qui a dominé l'action politique et la **financiarisation** de l'économie ont fonctionné comme un accélérateur de la crise industrielle.

Avec la crise financière toutes les grandes filières industrielles ont été impactées en termes d'emplois et beaucoup ont fait l'objet de mouvements capitalistiques.

Dans un premier temps, la constitution du FSI

en 2008 puis la BPI en 2012 a prétendu à une réponse de l'État à la désindustrialisation pour une efficacité limitée en raison de leurs sous dotation et du manque de visée stratégique.

Le rapport Gallois, en 2012, reconnaît le « **décrochage industriel** » et la nécessité du renforcement des filières stratégiques mais il donne surtout naissance au pacte de compétitivité et au scandale du CICE (qui du reste ne touche l'industrie qu'à moins de 19,4 % des montants engagés alors que c'était son cœur de cible.)

La politique impulsée par Emmanuel Macron, ministre de l'économie puis président de la République est une politique de laisser-faire des fusions acquisitions parfaitement intégrées dans les traités de libre-échange et d'abandon total du rôle de l'État.

La crise écologique et la révolution informationnelle constituent aujourd'hui de nouveaux paradigmes dans notre rapport à la question industrielle annonçant parfois jusqu'à l'excès l'inexorabilité du déclin de l'emploi industriel. Dans un tel contexte, la tribune collective réunissant Pierre Laurent, Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly, Arnaud Montebourg, Éric Coquerel et bien d'autres en janvier 2017, en pleine campagne présidentielle a constitué un évènement. D'une part elle témoigne du potentiel fédérateur de la question industrielle. « *Même à l'heure du numérique et de la robotique, l'industrie entraîne avec elle toute l'activité, la recherche, l'investissement et, au final, l'emploi. /.../ Réorientons les activités industrielles et productives. /.../ Remettons la finance à sa place.* » peut-on y lire.

La désindustrialisation n'est pas une fatalité, des solutions sont mises en débat, des acteurs politiques et syndicaux sont disponibles pour y travailler.

Sans prétendre à broser un tableau exhaustif du paysage industriel et des luttes nombreuses, quelques grandes questions d'actualité :

Des FRALIB aux ECOPLA, en passant par les SEITA, la question des nouveaux pouvoirs pour les salariés confrontés aux fermetures et aux délocalisations reste ouverte. Lorsque les salariés veulent reprendre en SCOP leur outil de travail ils en sont trop souvent empêchés alors qu'à 5 ans, le taux de survie d'une SCOP est de 65 % contre 50 % pour l'ensemble des entreprises

françaises. Quant au scandale des « **licenciements boursiers** », il continue d'exposer la brutalité capitaliste au grand jour.

À l'heure de la révolution informationnelle, **les gains de productivité sont captés par les dividendes**. Ils ne profitent ni aux salaires, ni à l'emploi ni à la réduction du temps de travail. Le court termisme capitaliste connaît un essor sans précédent et vampirise les revenus du travail. OXFAM révèle que si les entreprises du CAC 40 avaient maintenu en 2016 leur niveau de dividendes de 2009, et augmenté les salaires, les travailleurs de ces entreprises auraient vu leurs revenus augmenter de 2000 euros par an et par salarié.

La crise écologique est souvent opposée à l'essor industriel. Pourtant, qu'il s'agisse d'Alteo à Gardanne ou de la centrale thermique de Cordemais, les salariés sont porteurs de projets inscrits dans l'impératif de transition écologique. Ils sont **insuffisamment entendus. Le redéploiement industriel est aussi un outil nécessaire pour engager la transition écologique**. Comment faire du transport plus propre en bradant à Siemens les capacités de production ferroviaires d'Alstom ? Comment engager la transition écologique en l'absence de filière photovoltaïque en Europe, ou lorsque General Electrics s'attaque à la capacité de production de turbines hydroélectriques en annonçant des licenciements à Grenoble ? De même, la recherche de l'économie circulaire impose la relocalisation des productions utiles pour répondre aux besoins humains.

La lutte des cheminots pour défendre le service public ferroviaire, celle des portuaires pour défendre l'activité et l'emploi dans les ports français interroge **la vacuité de l'aménagement du territoire et des transports nécessaires pour un redéploiement industriel** réduisant la part du trafic routier. L'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire a conduit à une diminution drastique du transport ferré de marchandise et les ports français ne sont pas raccordés aux grands corridors ferroviaires européens.

Le rôle de l'État, est mis en accusation. Qu'il s'agisse des infrastructures, de l'absence d'une politique de filière stratégique ou du laissé-faire face aux licenciements boursiers. L'incompréhension et la colère grandissent face aux pouvoirs publics ressentis au mieux comme impuissants, sinon comme complices ou démissionnaires. ★

SOURCES :

- Chiffres Clés de l'Industrie Manufacturière 2017 : https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/Chiffres_cles/Industrie/2017-Chiffres-cles-industrie.pdf
- Avis Commission Affaires économiques AN sur l'industrie (PLF 2018) Présenté par Sébastien Jumel : [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/budget/plf2018/a0264-tXI\(index\)/avis](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/budget/plf2018/a0264-tXI(index)/avis)
- L'Urgence d'une reconquête industrielle - Plaquette CGT : http://cgt.fr/IMG/pdf/plaquette_industrie_confede_pour-bat-2-2.pdf
- « Industrie : un moteur de croissance et d'avenir » Avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par Mme Marie-Claire Cailletaud : http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/2018/2018_07_industrie_croissance_avenir.pdf
- « Redonnons la priorité à l'Industrie » Texte collectif (Pierre Laurent, Philippe Martinez, Arnaud Montebourg, Jean-Claude Mailly...) : https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/18/re-donnons-la-priorite-a-l-industrie_5064389_3232.html?xtmc=martinez_montebourg_industrie&xtcr=1
- CICE : Le rendez-vous manqué de la compétitivité ? (Rapport présenté par Marie-France Beaufileils au sénat) : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-789-notice.html>
- Convention Industrie du PCF : http://www.pcf.fr/sites/default/files/20141010-11-convention_industrie-avant-projet-ld_1.pdf
- Rapport introductif d'Alain Obadia à la conférence sur l'industrie du PCF : <http://www.economie-politique.org/63544>
- Pierre Laurent : Discours de Lille sur l'Industrie : <http://www.pcf.fr/31853>
- Pacte pour la compétitivité de l'industrie Française (Rapport Gallois) : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000591.pdf>
- Les Industries françaises agissent pour l'emploi en France Communiqué de presse UIMM avril 2017 : <https://uimm.fr/wp-content/uploads/2017/06/4-LFA-CP-et-dossier-de-presse.pdf>